

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 23 mars 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale", a donné le 26 mars 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 23 maart 1999 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking", heeft op 26 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Le préambule s'exprime en ces termes :

"Vu l'urgence motivée par la circonstance que, d'une part, la loi portant création de la Coopération technique belge donne à celle-ci l'exclusivité de l'exécution de certaines tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe et, d'autre part, les Conventions générales de coopération et les Arrangements particuliers entre l'Etat belge et les pays partenaires, partenaires de la coopération bilatérale directe, statuaient (lire : disposent) que l'exécution de ces tâches est confiée à l'Administration générale de la Coopération au Développement, et qu'il convient dès lors de fournir dans les meilleurs délais à ces pays partenaires les assurances sur les modalités permettant de garantir la continuité dans la réalisation des prestations de coopération, de même que la circonstance que chaque délai en ce qui concerne la mise en oeuvre des lois et des arrêtés portant réforme de la Coopération Internationale Belge risque de provoquer une confusion chez les partenaires de la Coopération internationale belge;"

*

*

*

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

.../...

OBSERVATIONS PREALABLES

1. Il est rappelé à l'auteur du projet que la section de législation du Conseil d'Etat doit toujours être saisie d'un texte définitif, ce qui implique que toutes les formalités préalables à sa saisine aient été correctement accomplies.

Tel n'est pas le cas en l'occurrence. En effet, le protocole de la négociation syndicale du 9 mars 1999 indique que les membres de la délégation de l'autorité et les membres des organisations syndicales représentatives ont marqué leur accord sur l'arrêté royal en projet mais moyennant certaines modifications, de manière telle que le texte de l'arrêté en projet doit encore faire l'objet d'une deuxième lecture en Conseil des ministres afin que celui-ci marque ou non son accord sur ces modifications. Cette nouvelle délibération n'a pas eu lieu jusqu'à présent.

Toutefois, compte tenu du fait que les modifications dont il s'agit sont tout à fait mineures, la section de législation examinera néanmoins le présent projet.

2. L'examen de plusieurs dispositions du projet n'a pas été possible en raison de ce que cet examen implique que le Conseil d'Etat ait connaissance d'un autre projet d'arrêté royal ayant pour objet de modifier celui du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

.../...

Afin de conserver à la consultation de la section de législation son utilité, il importe que, lorsqu'il existe entre plusieurs projets un lien de connexité, la section de législation en soit saisie concomitamment. Etant appelé à donner son avis sur le présent projet dans un délai de trois jours, il n'a pas été possible au Conseil d'Etat d'en postposer l'examen de manière à pouvoir l'examiner de concert avec celui qui modifie l'arrêté royal du 25 avril 1956 précité.

Le présent avis ne peut, dès lors, qu'être incomplet. C'est sous cette réserve expresse qu'il est donné.

EXAMEN DU PROJET

Préambule

Alinéas 2, 3, 4 et 5

Ces alinéas doivent être omis. En effet, les textes qui y sont visés ne procurent aucun fondement à l'arrêté en projet.

Alinéa 6

Cet alinéa doit également être omis. En effet, l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ne procure aucun fondement à l'arrêté en projet et n'est pas modifié par celui-ci.

.../...

Alinéa 2 (nouveau)

Il convient d'insérer un nouvel alinéa dans le préambule visant l'arrêté royal du 14 janvier 1954 portant le règlement organique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, avec toutes ses modifications, vu que l'article 41 du projet prévoit son abrogation.

Cet article 41 devra également mentionner les deux modifications apportées à l'arrêté royal du 14 janvier 1954 précité, le 4 février 1999 et 28 février 1999.

Alinéa 10 (devenant l'alinéa 6)

La date du protocole de négociation est le 9 mars 1999 et non le 1er mars 1999. Il convient de corriger cette erreur matérielle.

Alinéas 11, 12 et 13 (devenant les alinéas 7 et 8)

Lorsqu'il s'agit d'une demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, il est d'usage de rédiger ainsi qu'il suit les alinéas y relatifs :

"Vu l'urgence motivée par ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

.../...

Dispositif

Observations générales

1. Le projet examiné comporte plusieurs dispositions qui n'ont pas un caractère réglementaire, mais qui doivent être qualifiées de mesures relevant de l'administration intérieure. Il en est ainsi notamment des articles 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du projet.

En vertu de l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation connaît seulement des projets d'arrêtés réglementaires.

Tant la doctrine (1) que la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat considèrent que ne peuvent être qualifiés d'arrêtés réglementaires, les arrêtés d'administration intérieure, tels l'arrêté qui se borne à assurer l'application du statut des agents de l'Etat au personnel d'une administration en fixant le cadre et les barèmes de ce personnel (2), l'arrêté qui transfère un service d'un département ministériel à un autre (3) ou le détache d'une administration (4) ou encore les arrêtés qui,

(1) Salmon J., "Le Conseil d'Etat", Tome I, Bruylant, Bruxelles, 1994, pp. 92 et 93.

(2) C.E., Holemans, n° 869, du 8 mai 1951, R.A.A.C.E., 1951, p. 182.

(3) C.E., Zimmer, n° 5119, du 18 mai 1956, R.A.A.C.E., 1956, p. 348.

(4) C.E., Woestyn, n° 8319, du 5 janvier 1961, R.A.A.C.E., 1961, p. 9.

sans modifier le statut, fixent les cadres organiques (1) d'une administration ou des échelles de traitement.

En conséquence, seuls les articles du projet ayant un caractère réglementaire seront examinés par la section de législation (2) .

2. Plusieurs dispositions du projet se contentent de reproduire des dispositions de l'arrêté royal du 14 janvier 1954 portant règlement organique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Dans la mesure où ces dispositions ont déjà fait l'objet d'une saisine de la section de législation du Conseil d'Etat, elles ne seront plus réexaminées, la section de législation ayant, en ce qui les concerne, épuisé sa compétence d'avis.

Il en va ainsi, notamment, des articles 11, 14, 16, 17, 18, 22, 24, 25, 26, 28, 29, 33, 35, F, 36, 37, 38 et 39 du projet qui reproduisent respectivement les articles 13, 15, 17, 18, 19, 23, 25, 26, 27, 29, 30, 31sexies, 33, F, 34, 35, alinéa 1er, 36 et 36bis de l'arrêté royal du 14 janvier 1954, précité.

(1) C.E., Crevecoeur, n° 6100, du 27 février 1958, R.A.A.C.E., 1958, p. 193.

(2) Voir, en ce sens, l'avis n° 24.515/2 donné le 30 mai 1995 à propos d'un projet d'arrêté royal relatif à la mission et la compétence du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme en matière de lutte contre la traite internationale des êtres humains, ainsi qu'à l'exécution de l'article 11, § 5, de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantile.

3. L'arrêté en projet crée une nouvelle direction générale au sein de l'Administration centrale du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale qui aura pour missions essentielles :

"... la gestion de tous les instruments de politique de coopération internationale, la coordination au sein du Ministère des sujets, thèmes, projets et programmes concernant la coopération internationale, la gestion de l'aide d'urgence et de réhabilitation, la coopération avec les acteurs indirects, la gestion, en coordination avec les autres services concernés du Ministère, de la coopération internationale via l'Union européenne et via les organisations des Nations Unies ainsi que l'information, la sensibilisation et l'éducation dans le domaine de la coopération internationale."

La description générale de ces missions ne permet pas de déterminer clairement, d'une part, quelles seront les relations qui s'établiront entre cette direction générale du ministère et la société de droit public dénommée "Coopération Technique Belge" et, d'autre part, quels seront les rôles respectifs de ces entités dans le domaine de la coopération au développement.

Le texte en projet doit être plus précis à cet égard.

Il ressort des explications de la déléguée du ministre qu'en réalité cette direction générale va remplacer l'Administration générale de la Coopération au développement. Elle aura essentiellement comme mission d'assister le ministre lors de la fixation des objectifs politiques de la coopération internationale.

.../...

Compte tenu de ces informations et afin d'éviter des divergences d'interprétation, il conviendrait de modifier explicitement l'article 2, 4°, de la loi du 21 décembre 1998 portant création de la "Coopération Technique Belge" sous la forme d'une société de droit public qui vise toujours l'Administration générale de la Coopération au Développement.

Observations particulières

Article 21

Dans un souci de cohérence terminologique, notamment par rapport à l'article 15, alinéa 2, du projet, il serait préférable de compléter l'expression "chef de poste" par l'adjectif "consulaire".

Article 23

Bien que l'article 23 du projet se limite à reproduire l'article 24 de l'arrêté royal du 14 janvier 1954, précité, il convient cependant d'attirer l'attention de l'auteur du projet qu'une mesure d'ordre comme la suspension provisoire est une mesure grave qui doit être entourée de certaines garanties comme le droit d'être entendu préalablement.

Le texte en projet doit être complété sur ce point.

.../...

Article 27

L'expression "gérant intérimaire" n'est pas très claire.

Il convient de s'inspirer davantage de l'article 28 de l'arrêté royal du 14 janvier 1954, précité.

La disposition examinée pourrait être rédigée comme suit :

"Art. 27. Lorsqu'un chef de poste consulaire de carrière est absent ou empêché, la gérance du consulat est assurée conformément à l'article 19, alinéa 1er.".

Article 35

Au point E, il convient de remplacer les termes "de l'article 34 D" par les termes "du point D" (1).

Le point H dispose :

"Le ministre qui a la coopération internationale dans ses attributions peut engager le personnel contractuel spécialisé nécessaire pour assister les Attachés de la Coopération internationale dans l'exécution de leurs missions spécifiques.".

Le Conseil d'Etat constate cependant qu'en vertu de l'article 35, § 1er, 2° et 4°, de la loi du 21 décembre 1998, précitée, la "Coopération Technique Belge" est

(1) ceci sous réserve de l'observation finale n° 3.

également autorisée à engager du personnel contractuel, d'une part, pour l'exécution de tâches nécessitant une connaissance ou une expérience de haute qualification et, d'autre part, pour l'accomplissement de tâches auxiliaires ou spécifiques.

Comme il a déjà été souligné dans l'observation générale n° 3, ici aussi, il convient de mieux cerner les tâches respectives de la "Coopération Technique Belge" et de la direction générale de la Coopération internationale.

Article 40

En vertu des articles 7, § 1er, et 40 du projet, le Secrétariat général comprendra un service d'évaluation qui devra examiner "pour chaque dépense prise en compte à titre d'aide officielle belge de coopération (ODA), si les objectifs de la Coopération technique belge sont atteints et fixera sur base de ces constatations les actions futures".

Ce service d'évaluation devra transmettre ses constatations au ministre qui a la coopération internationale dans ses attributions, lequel les communiquera au Parlement.

Selon les explications de la déléguée du ministre, ce service est créé à la demande expresse du Parlement et plus particulièrement à la suite des travaux de la Commission de la Chambre des représentants concernant la gestion de l'Administration générale de la coopération au développement.

.../...

Ici aussi, il est permis de s'interroger sur le rôle exact de ce service par rapport à la "Coopération Technique Belge".

La loi du 21 décembre 1998, précitée, a prévu plusieurs contrôles quant à la gestion de cette société anonyme de droit public.

Ainsi, l'article 28 soumet celle-ci à une tutelle administrative exercée à l'intervention de deux commissaires du Gouvernement qui veillent au respect de la loi, des statuts de la société ainsi que du contrat de gestion et des conventions d'attribution de tâches de service public.

Aux termes de l'article 29 de la même loi, le contrôle de la situation financière et des comptes annuels de la société est confié à un collège de commissaires dont deux commissaires sont nommés par la Cour des comptes.

Enfin, l'article 28, § 6, prévoit, d'une part, que le conseil d'administration de la société fait rapport au ministre de tutelle sur l'accomplissement de ses tâches de service public et, d'autre part, que le ministre fait rapport à la Chambre des représentants et au Sénat sur l'application de la loi du 21 décembre 1998, précitée.

Eu égard à l'ensemble de ces contrôles, il serait bon de préciser clairement dans le texte en projet quelle sera la portée exacte du contrôle mené par ce service d'évaluation.

.../...

Observations finales (1)

1. Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2.", "Art. 3.", etc. non "Article 2.", "Article 3.", etc.

2. Il est d'usage d'écrire "Titre premier", "Section première" en toutes lettres.

3. La division d'un article se fait en paragraphes et non en lettres majuscules. Elle ne se justifie toutefois pas pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

4. Les divisions d'une phrase doivent se faire par 1°, 2°, 3°, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc.

5. La subdivision en tirets, susceptible de créer des confusions lorsque l'une ou l'autre des dispositions concernées sera ultérieurement citée, doit être remplacée par une subdivision en 1°, 2°, 3°, etc.

6. Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

(1) Voir à ce sujet "Légistique Formelle, Recommandations et formules", (site Internet <http://www.raadvst-consetat.be/pdf/Lforf1.pdf>).

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de aanhef aldus :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling dat, enerzijds, de wet tot oprichting van de Belgische Technische Coöperatie aan deze exclusief de uitvoering van bepaalde taken van openbare dienst op het vlak van de directe bilaterale samenwerking toekent en, anderzijds, de Algemene Samenwerkingsakkoorden en de Bijzondere Vergelijken tussen de Belgische Staat en de partnerlanden, partners van Belgische Directe Bilaterale Samenwerking, bepalen dat de uitvoering van deze taken wordt toevertrouwd aan het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, en dat het dus past dat deze partnerlanden binnen de kortst mogelijke termijn op de hoogte kunnen worden gebracht van de modaliteiten dewelke de continuïteit van de verwezenlijking van de prestaties inzake de ontwikkelingssamenwerking dienen te garanderen, alsmede de omstandigheid dat elk verder uitstel met betrekking tot de tenuitvoerlegging van de wetten en besluiten tot herinrichting van de Belgische Internationale Samenwerking middels, aanleiding kan geven tot verwarring bij de partners van de Belgische Internationale Samenwerking;".

*

*

*

.../...

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. De steller van het ontwerp wordt eraan herinnerd dat altijd een definitieve tekst aan de afdeling wetgeving van de Raad van State dient te worden voorgelegd, wat impliceert dat aan alle vormvereisten die aan de adviesaanvraag voorafgaan op correcte wijze is voldaan.

Dat is hier niet het geval. In het protocol van de onderhandeling met de vakbonden van 9 maart 1999 wordt immers gesteld dat de leden van de overheidsafvaardiging en de leden van de representatieve vakorganisaties akkoord gaan met het ontwerp van koninklijk besluit mits een aantal wijzigingen worden aangebracht, zodat de tekst van het ontworpen besluit nog aan een tweede lezing moet worden onderworpen in de Ministerraad, opdat deze al dan niet instemt met die wijzigingen. Die nieuwe beraadslaging heeft tot op heden niet plaatsgehad.

Aangezien evenwel de wijzigingen waarvan sprake lichte wijzigingen zijn, zal de afdeling wetgeving het onderhavige ontwerp toch onderzoeken.

2. Verschillende bepalingen van het ontwerp zijn niet kunnen worden onderzocht aangezien de Raad van State voor dat onderzoek kennis behoort te hebben van een ander

.../...

ontwerp van koninklijk besluit dat de wijziging beoogt van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

Opdat de raadpleging van de afdeling wetgeving haar nut blijft behouden, dient ervoor te worden gezorgd dat, wanneer er een samenhang onder verschillende ontwerpen bestaat, de afdeling wetgeving daarover gelijktijdig geadieerd wordt. Aangezien de Raad van State verzocht is om binnen drie dagen advies te geven over het onderhavige ontwerp, heeft hij het onderzoek ervan niet kunnen uitstellen ten einde het samen met het ontwerp tot wijziging van het voornoemde koninklijk besluit van 25 april 1956 te onderzoeken.

Dit advies is derhalve noodgedwongen onvolledig. Het wordt onder dit uitdrukkelijk voorbehoud gegeven.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

Tweede, derde, vierde en vijfde lid

Deze leden moeten vervallen. De teksten waarnaar ze verwijzen, leveren immers geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit.

.../...

Zesde lid

Dit lid dient eveneens te vervallen. Het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel levert immers geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en wordt er niet door gewijzigd.

Tweede lid (nieuw)

Er behoort een nieuw lid te worden ingevoegd in de aanhef, dat verwijst naar het koninklijk besluit van 14 januari 1954 houdende organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, met al de wijzigingen ervan, aangezien artikel 41 van het ontwerp in de opheffing ervan voorziet.

In dat artikel 41 behoort tevens melding te worden gemaakt van de twee wijzigingen die in het voornoemde koninklijk besluit van 14 januari 1954 zijn aangebracht op 4 februari 1999 en 28 februari 1999.

Tiende lid (dat het zesde lid wordt)

De datum van het protocol van onderhandeling is 9 maart 1999 en niet 1 maart 1999. Die verschrijving behoort te worden gecorrigeerd.

.../...

Elfde, twaalfde en dertiende lid (die het zevende en achtste lid worden)

Wanneer het een aanvraag om een advies binnen drie dagen betreft, is het de gewoonte de leden die daarop betrekking hebben als volgt te stellen :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door ...;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 maart 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Dispositief

Algemene opmerkingen

1. Het onderzochte ontwerp bevat verschillende bepalingen die niet van reglementaire aard zijn, maar die beschouwd moeten worden als maatregelen van inwendig bestuur. Dat geldt inzonderheid voor de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 van het ontwerp.

Overeenkomstig artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, neemt de afdeling wetgeving alleen kennis van ontwerpen van reglementaire besluiten.

.../...

Zowel in de rechtsleer (1) als in de rechtspraak van de afdeling administratie van de Raad van State wordt geoordeeld dat niet kunnen worden beschouwd als reglementaire besluiten de besluiten van inwendig bestuur, zoals het besluit dat zich ertoe bepaalt de toepassing van de rechtspositieregeling van het rijkspersoneel op het personeel van een overheidsdienst te bewerkstelligen door de personeelsformatie en de weddeschalen van dat personeel te bepalen (2), het besluit waarbij een dienst van een ministerie naar een ander wordt overgeheveld (3), of waarbij die dienst wordt afgescheiden van een overheidsdienst (4), of voorts de besluiten die de personeelsformaties van een overheidsdienst of weddeschalen vastleggen, zonder de rechtspositieregeling te wijzigen (5).

(1) J. Salmon, "Le Conseil d'Etat", Boekdeel I, Bruylant, Brussel, 1994, blz. 92 en 93.

(2) R.v.St., Holemans, nr. 869, van 8 mei 1951, V.A.A.R.V.S., 1951, blz. 252.

(3) R.v.St., Zimmer, nr. 5119, van 18 mei 1956, V.A.A.R.V.S., 1956, blz. 376.

(4) R.v.St., Woestyn, nr. 8319, van 5 januari 1961, V.A.A.R.V.S., 1961, blz. 13.

(5) R.v.St., Crevecoeur, nr. 6100, van 27 februari 1958, V.A.A.R.V.S., 1958, blz. 202.

De afdeling wetgeving onderzoekt bijgevolg alleen de artikelen van het ontwerp die een reglementair karakter vertonen (1).

2. Verschillende bepalingen van het ontwerp beperken zich tot een weergave van de bepalingen van het koninklijk besluit van 14 januari 1954 houdende organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel. Doordat die bepalingen reeds aan de afdeling wetgeving van de Raad van State zijn voorgelegd, zullen ze niet nogmaals worden onderzocht, daar wat die bepalingen betreft de afdeling wetgeving haar adviesbevoegdheid heeft opgebruikt.

Dat geldt inzonderheid voor de artikelen 11, 14, 16, 17, 18, 22, 24, 25, 26, 28, 29, 33, 35, F, 36, 37, 38 en 39 van het ontwerp, die een weergave zijn van respectievelijk de artikelen 13, 15, 17, 18, 19, 23, 25, 26, 27, 29, 30, 31sexies, 33, F, 34, 35, eerste lid, 36 en 36bis van het voornoemde koninklijk besluit van 14 januari 1954.

(1) Zie in dat verband advies nr. 24.515/2, gegeven op 30 mei 1995 over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de opdracht en bevoegdheid van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding inzake de bestrijding van de internationale mensenhandel, alsook tot uitvoering van artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie.

3. Krachtens het ontworpen besluit wordt bij het hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking een nieuw directoraat-generaal ingesteld, dat voornamelijk de volgende bevoegdheden heeft :

"... de werking van alle beleidsinstrumenten voor de internationale samenwerking, de coördinatie in het Ministerie inzake onderwerpen, thema's, projecten en programma's die de internationale samenwerking betreffen, het beheer van de nood- en rehabilitatiehulp, de samenwerking met indirecte actoren, het beheer, in coördinatie met andere betrokken diensten van het Ministerie, van de internationale samenwerking via de Europese Unie en via de organisaties van de Verenigde Naties, alsmede de informatie, de sensibilisering en de educatie inzake internationale samenwerking.".

De algemene omschrijving van die bevoegdheden maakt het niet mogelijk duidelijk te bepalen, enerzijds, welke onderlinge verhouding tussen dat directoraat-generaal van het ministerie en de publiekrechtelijke vennootschap "Belgische Technische Coöperatie" genaamd, tot stand zal komen, en anderzijds, welke respectieve rol die organen op het gebied van ontwikkelingssamenwerking zullen spelen.

De ontworpen tekst dient in dit opzicht te worden gepreciseerd.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat dat directoraat-generaal in feite het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking zal vervangen. De taak van dat directoraat-generaal zal er voornamelijk in bestaan de minister bij te staan bij het vaststellen van de politieke doelstellingen van de internationale samenwerking.

.../...

Gelet op die inlichtingen en om uiteenlopende interpretaties te voorkomen, dient artikel 2, 4°, van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de "Belgische Technische Coöperatie" in de vorm van een vennootschap van publiek recht, dat nog altijd betrekking heeft op het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, expliciet te worden gewijzigd.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 21

Met het oog op de eenvormigheid van terminologie, inzonderheid ten opzichte van artikel 15, tweede lid, van het ontwerp, is het verkieslijk de woorden "hoofd van de post" aan te vullen met het adjectief "consulaire".

Artikel 23

Al wordt in artikel 23 van het ontwerp artikel 24 van het voormelde koninklijk besluit van 14 januari 1954 gewoon overgenomen, de steller van het ontwerp dient erop te worden gewezen dat een ordemaatregel, zoals voorlopige schorsing, een zware maatregel is die met bepaalde waarborgen gepaard moet gaan, zoals het recht om vooraf te worden gehoord.

De ontworpen tekst dient op dat punt te worden aangevuld.

.../...

Artikel 27

De woorden "waarnemend hoofd" zijn niet zeer duidelijk.

Het is verkieslijk meer voort te bouwen op artikel 28 van het voormelde koninklijk besluit van 14 januari 1954.

De onderzochte bepaling zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Art. 27. Wanneer het hoofd van een consulaire beroepspost afwezig of verhinderd is, wordt het consulaat overeenkomstig artikel 19, eerste lid, waargenomen.".

Artikel 35

In punt E dienen de woorden "bij toepassing van artikel 34D" te worden vervangen door de woorden "met toepassing van punt D" (1) .

In punt H staat het volgende :

"De Minister tot wiens bevoegdheid de Internationale Samenwerking behoort kan het nodige gespecialiseerd contractueel personeel in dienst nemen die de Attachés voor Internationale Samenwerking moeten bijstaan voor de uitvoering van hun specifieke opdrachten.".

(1) onder voorbehoud van slotopmerking nr. 3.

De Raad van State stelt evenwel vast dat krachtens artikel 35, § 1, 2° en 4°, van de voormelde wet van 21 december 1998 de "Belgische Technische Coöperatie" eveneens arbeidscontractanten mag aanwerven, enerzijds voor de uitvoering van taken die kennis of ervaring op hoog niveau vereisen, en anderzijds voor de uitvoering van bijkomstige of specifieke taken.

Zoals reeds onderstreept is in algemene opmerking nr. 3, dienen ook hier de respectieve taken van de "Belgische Technische Coöperatie" en van het directoraat-generaal van de Internationale Samenwerking beter te worden omschreven.

Artikel 40

Krachtens de artikelen 7, § 1, en 40 van het ontwerp, omvat het Secretariaat-generaal een evaluatiedienst, die nagaat of "voor alle als Belgische Officiële Ontwikkelingshulp aanrekenbare uitgaven (ODA), de doelstellingen van de Belgische Internationale Samenwerking worden gerealiseerd, en die op grond daarvan aanbevelingen voor toekomstige acties doet".

Deze evaluatiedienst moet zijn bevindingen overzenden aan de minister die bevoegd is voor de internationale samenwerking, die ze aan het Parlement mededeelt.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister wordt deze dienst opgericht op het uitdrukkelijke

.../...

verzoek van het Parlement en meer bepaald als gevolg van de werkzaamheden van de commissie van de Kamer van volksvertegenwoordigers betreffende het beheer van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking.

Ook hier kan men zich afvragen wat de precieze rol van deze dienst is ten opzichte van de "Belgische Technische Coöperatie".

De voormelde wet van 21 december 1998 voorziet in verschillende controles op het beheer van deze publiekrechtelijke naamloze vennootschap.

Zo bepaalt artikel 28 dat deze vennootschap onder een administratief toezicht staat, dat wordt uitgeoefend door bemiddeling van twee regeringscommissarissen, die waken over de naleving van de wet, de statuten van de vennootschap, het beheerscontract en de overeenkomsten inzake de toekenning van taken van openbaar nut.

Luidens artikel 29 van dezelfde wet wordt de controle op de financiële toestand en op de jaarrekeningen van de vennootschap opgedragen aan een college van commissarissen, van wie er twee door het Rekenhof benoemd worden.

Ten slotte bepaalt artikel 28, § 6, enerzijds, dat de raad van bestuur van de vennootschap bij de toeziende minister verslag uitbrengt over de uitvoering van haar taken van openbare dienst en anderzijds, dat de minister bij de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat verslag

.../...

uitbrengt over de toepassing van de voormelde wet van 21 december 1998.

Gelet op al deze controles, zou het nuttig zijn in de ontworpen tekst duidelijk aan te geven wat de precieze strekking is van de controle die door deze evaluatiedienst uitgeoefend wordt.

Slotopmerkingen (1)

1. Behalve artikel 1, dienen de bepalingen van het ontwerp als "Art. 2.", Art. 3.", enz., en niet als "Artikel 2.", "Artikel 3.", enz. te worden genummerd.

2. Het is gebruikelijk om in het Frans "Titre premier" en "Section première" voluit te schrijven.

3. Een artikel wordt in paragrafen en niet met behulp van hoofdletters ingedeeld. Indeling is evenwel niet verantwoord als elke paragraaf uit slechts één lid bestaat.

4. Een zin moet worden onderverdeeld in 1°, 2°, 3°, enz., eventueel verder onderverdeeld in a), b), c), enz.

(1) Zie in dit verband "Wetgevingstechniek, Aanbevelingen en formules", (Internetsite [http ://www.raadvst-consetat.be/pdf/wetgt1.pdf](http://www.raadvst-consetat.be/pdf/wetgt1.pdf)).

5. Een onderverdeling in streepjes, die verwarring kan scheppen wanneer later van de betrokken bepalingen er een geciteerd wordt, dient te worden vervangen door een onderverdeling in 1°, 2°, 3°, enz.

6. Verscheidene bepalingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp zijn uit een oogpunt van correct taalgebruik ondermaats of voor verbetering vatbaar; sommige bepalingen zijn evenmin in eenklank met hetgeen in de wetgevings-techniek gebruikelijk is. Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen worden hierna, bij wijze van voorbeeld, in dat verband enige punten onder de aandacht gebracht.

In de aanhef is het twaalfde lid uit een oogpunt van correct taalgebruik gebrekkig gesteld.

In artikel 23, eerste lid, zou "diens gezag" geschreven moeten worden, in plaats van "dezes gezag". Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 32, § 2. In artikel 31, § 1, tweede lid, schrijve men : "die ten minste bij rang 15 ... is ingedeeld". In artikel 32, § 2, schrijve men : "een door de raad aangewezen ambtenaar ... wordt met de functie van ... belast". In artikel 35, A, tweede lid, schrijve men : "verleend kan worden" in plaats van "kan begeven worden". In artikel 40 is er een discrepantie tussen de Franse en de Nederlandse tekst, doordat in de eerste sprake is van "les objectifs de la Coopération technique belge" en in de tweede tekst de rede is van "de doelstellingen van de Belgische Internationale Samenwerking". In

.../...

hetzelfde artikel behoort "doet ... aanbevelingen" te worden geschreven, in plaats van "maakt ... aanbevelingen". In artikel 42, in fine, schrijve men : "wordt bekendgemaakt" en in artikel 43, in fine, "zijn, ieder wat hem betreft, belast met ... van dit besluit.

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme F. CARLIER, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. F. CARLIER, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN